

Ce patron qui crève à petit feu

La France des invisibles. Tout est cul par-dessus tête en France : le fonctionnement de l'État, la façon dont sont soutenues les entreprises et les priorités dans l'usage des fonds publics.

Parmi les très nombreux courriers que les lecteurs ont la gentillesse de m'adresser chaque semaine, il y a une lettre qui est tout de suite sortie du lot ces derniers jours. Écrite par une habitante de Troyes, cette missive visait à m'alerter sur la situation dramatique que connaît depuis quelques semaines un maître verrier local. Issu d'une famille où cette profession est exercée de père en fils, il est le dernier de cette lignée. C'est un artisan d'art dont les principaux clients sont l'État, à travers le service des Monuments historiques, et les collectivités territoriales, qui ont la maîtrise d'ouvrage de gros chantiers. Alain Vinum, puisque tel est son nom, est à la tête d'une petite entreprise qu'il s'échine à préserver en travaillant comme un forcené avec des journées interminables et des nuits sans sommeil. Car depuis que la gauche est au pouvoir, la plupart des chantiers de restauration de cathédrales et de vitraux médiévaux ont été stoppés. Habitué à travailler dans des conditions difficiles, Alain Vinum s'en était jusque-là toujours sorti, en courant inlassablement après l'argent que l'État lui devait. Son but n'était pas de faire des bénéfices à tout prix mais d'abord et avant tout de maintenir un savoir-faire, dont il est l'un des derniers dépositaires. Voilà pourquoi notre homme ne se payait que 1.000 euros par mois, soit deux fois moins que ses employés. Mais depuis deux ans, plus rien ne tourne rond. Les commandes n'arrivent plus, l'État se fait tirer l'oreille pour payer. Si bien que notre maître verrier, qui employait 10 salariés en 2010, n'en a plus que deux aujourd'hui. Et à l'automne 2013, ayant à faire face à de graves problèmes de trésorerie, il a opté pour la procédure de sauvegarde, qui gèle les poursuites d'éventuels créanciers. Sauf qu'en début de semaine dernière, après une lourde journée de travail, il a regardé l'état de son compte en banque, à quelques jours de faire la paye. Et il a constaté qu'il n'avait plus un euro en caisse après une saisie faite par le Trésor public pour récupérer un peu de TVA non versée. Depuis, Alain Vinum se voit fini. Il ne sait pas comment expliquer à ses employés que son entreprise est à bout, à cause d'un passif de 67.000 euros. Il ne sait pas leur expliquer que cet État socialiste, qui dit vouloir donner la priorité aux PME, l'a tué deux fois. D'abord en gelant ses commandes. Ensuite en le privant de compte en banque pour un prélèvement dérisoire de TVA. Il sait d'autant moins leur expliquer qu'il y a quelques années, ce même État, qui le fait crever aujourd'hui, lui avait décerné le titre rare d'Entreprise du patrimoine vivant. Alain Vinum, pour qui le vitrail représente toute une vie, une histoire familiale, un savoir-faire unique en France, n'entend pas se laisser abattre par une bureaucratie stupide qui a droit de vie et de mort sur une PME et sur ses salariés. Visitant un jour la cathédrale d'York, qui est le plus grand édifice gothique d'Europe du Nord, il a été frappé par l'inscription laissée sur un pilier par un tailleur de pierres : « Toujours recommencer ». Et comme dans le poème de Rudyard Kipling, après avoir vu détruit l'ouvrage de sa vie, sans dire un seul mot, il entend bien sinon rebâtir, du moins ne pas sombrer. Quitte à vendre le peu qu'il a pour sauver son entreprise, ses employés et sa raison de vivre. Comme Bernard Palissy, qui, ruiné, alla jusqu'à brûler ses meubles et son parquet pour alimenter son four. Mais au-delà du cas d'Alain Vinum, qui est celui de milliers de chefs d'entreprise partout dans le pays, dont certains sont tellement désespérés qu'ils préfèrent mettre fin à leurs jours, cette histoire édifiante conduit à s'interroger sur un gouvernement qui s'apprête à dépenser 2 milliards pour ne jouer finalement aucun rôle dans le nouvel Alstom, qui vient de s'offrir 14% du capital de PSA Peugeot Citroën - qui n'en demandait pas tant - et qui, dans le même temps, laisse crever des milliers de petites entreprises (63.000 l'an passé, un chiffre record). Voire même qui précipite leur disparition en les harcelant sur les plans fiscal, social et administratif. L'exemple édifiant d'Alain Vinum vient nous rappeler à quel point tout est cul par-dessus tête dans notre pays : la façon dont fonctionne l'État, la manière dont sont soutenus ceux qui créent des emplois et les priorités qui président à l'usage des fonds publics. Ce n'est pas de cette France que nous voulons, mais d'un pays où les valeurs de mérite, de talent et de responsabilité constituent l'alpha et l'oméga de la vie économique. Et qui, au lieu de faire crever ses plus belles PME, les mettrait en valeur, leur accorderait des commandes prioritaires et surtout les laisserait vivre (ou survivre) en paix.

P.-S. : si vous souhaitez aider ce chef d'entreprise exemplaire à sortir de cet enfer, merci de me contacter à l'adresse suivante : kerdrel@valmonde.fr

kerdrel@valmonde.fr  [@YdeKerdrel](https://twitter.com/YdeKerdrel)